



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Argiésans, le 14 avril 2010

**Société SMC**

**à**

**COLOMBIER-FONTAINE**

**Modification des conditions d'exploitation du  
stockage de déchets industriels inertes**



**Projet de prescriptions complémentaires**



**RAPPORT DE PRESENTATION  
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**



**Rapport de l'inspection des Installations Classées**

## **PREAMBULE**

Les conditions de stockage des sables de fonderie produits par la société SMC et par la fonderie de SAINTE SUZANNE exploitée par la société du même groupe AFE (FWF) sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 février 2009 modifiant l'arrêté d'autorisation initial du 19 janvier 1984 autorisant la société S.A. ACIERIES et FONDERIES de l'EST à exploiter une décharge de sables de fonderie et de déchets neutres relevant de la rubrique 167 B de la nomenclature des Installations Classées sur le territoire de la commune de COLOMBIER-FONTAINE.

Suite à une visite d'inspection du 31 octobre 2008, il a été constaté que le dépôt de sables de fonderie dépassait les limites autorisées par l'arrêté du 19 janvier 1984 reprises à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 et la société SMC a été mise en demeure le 2 avril 2009 de régulariser sa situation en déposant au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2009 une nouvelle demande d'autorisation à l'effet d'étendre la zone de stockage des sables de fonderie.

Cette demande d'autorisation déposée le 2 octobre 2009 est actuellement en cours de complément à la demande de Monsieur le Préfet en date du 13 novembre 2009.

Une partie notable des terrains remblayés au-delà de l'emprise autorisée (parcelles cadastrées lieu-dit « Sous les Pommiers » - Section C – numéros 26, 45 à 77 et 1135 à 1138) étant situées en zone rouge du PPRi Doubs Central approuvé le 28 mars 2008 par arrêté préfectoral, il a été demandé à l'exploitant, lors d'une réunion présidée par Monsieur le Sous Préfet de Montbéliard le 2 septembre 2009, en présence de la Société SMC, du service chargé de la police de l'eau (DDEA) et de la DRIRE, de procéder à l'enlèvement d'environ 45 000 m<sup>3</sup> de déchets déposés sans autorisation en zone inondable après le 6 juillet 2006, compte tenu d'un délai de prescription de l'action publique de 3 années révolues selon le code de procédure pénale.

Cette opération doit se dérouler en deux temps :

- 1) avant le 31 décembre 2010 : enlèvement des déchets stockés en zone inondable depuis le 28 mars 2008, date de l'approbation par arrêté préfectoral du PPRi Doubs Central, selon des modalités précisées dans un dossier de modification des conditions d'exploitation de la décharge actuellement autorisée à déposer au 1<sup>er</sup> octobre 2009,
- 2) entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021 : enlèvement progressif des stockages réalisés entre le 6 juillet 2006 et le 27 mars 2008, dans le cadre de la régularisation à venir de l'exploitation des parcelles non autorisées et dans des conditions qui seront précisées dans la demande d'autorisation en cours de constitution.

Le présent rapport concerne donc la suite à donner au dossier de modification déposé par la société SMC le 1<sup>er</sup> octobre 2009 et complétée le 3 mars 2010 à la demande de l'inspection des installations classées en date du 9 novembre 2009 (1<sup>er</sup> temps).

## **I. CONSISTANCE DE LA MODIFICATION**

Selon le dossier présenté en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, la quantité correspondant à l'enlèvement des déchets stockés en zone inondable depuis le 28 mars 2008 représente un volume d'environ 11 625 m<sup>3</sup>.

En l'absence de mode d'élimination autorisé et alternatif à la mise en remblai dans l'emprise prévue par arrêté préfectoral du 11 février 2009, l'exploitant doit augmenter la hauteur de remblaiement sur une partie du site de stockage autorisé, afin de pouvoir déposer le volume de 11625 m3 indument déposé en zone inondable, augmenté de la production courante des deux fonderies SMC et FWF en sable entre le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et le 31 décembre 2011, date de fin d'exploitation prévue à l'article 8.4.1 de l'arrêté, soit un total de 30 000 m3 environ, compte tenu du taux de compactage des déchets.

La cote actuelle du stockage étant de 305 mètres NGF en 2009, la cote maximale du stockage atteindra 307,5 mètres NGF au 31 décembre 2011 sur une partie de l'emprise autorisée, soit 2 ha 4 a 65 ca sur un total de 4 ha environ.

Le remblaiement se fera successivement sur deux plateformes PF1 et PF2 tel que décrites sur le plan annexé au présent rapport en conservant les mêmes modalités de mise en dépôt.

Ce projet de modification résulte du choix de l'exploitant :

- de ne pas surélever les dépôts de déchets de manière uniforme sur toute l'emprise autorisée, ceci ayant pour conséquence de couvrir, même sur une hauteur plus faible, la totalité de la surface des 4 hectares qu'il faudrait entièrement déboiser,
- de respecter les principes de l'article 8.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 indiquant « *Les déchets doivent être stockés par couches successives, jusqu'à la cote définitive de façon à utiliser le moins de surface possible* ».

Ce projet est étayé par une étude paysagère tenant compte de la morphologie de fond de vallée dans lequel le site s'intègre.

## **II. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **▪ Sur le choix de la Société SMC**

La destination choisie par l'exploitant pour l'élimination des sables de fonderie indument déposés en zone inondable reste l'installation de stockage réglementée par l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 à l'intérieur de l'emprise définie en son article 8.4.1 (parcelles cadastrées lieu-dit « Sous les Pommiers » - Section C – numéros 26, 45 à 77 et 1135 à 1138).

Il apparaît en effet au vu du dossier présenté que la société SMC n'a pas actuellement d'autre alternative pour l'élimination des sables de fonderie des deux usines du groupe AFE après avoir :

- mis en œuvre les meilleures techniques disponibles de réduction des déchets à la source (régénération de 95 à 98% des sables et optimisation de la fusion limitant les crasses et le laitier),
- exploré depuis 15 ans les pistes de valorisation matière, puis d'autres possibilités de stockage dans la région (absence de débouchés).

▪ *Impact sur l'eau et le milieu naturel*

L'enlèvement des déchets indûment déposés en zone inondable aura un effet bénéfique sur le bon écoulement des crues du Doubs et sur la reconstitution des zones humides et des milieux naturels susceptibles de se développer en fond de vallée.

La mise en dépôt de ces déchets à caractère inerte sur le remblai existant dans l'emprise autorisée par arrêté du 11 février 2009 n'a pas d'incidence sur la qualité des eaux souterraines suivie en application de l'article 9.2.4 de cet arrêté.

En outre, la société SMC décide d'ajouter aux paramètres suivis le cadmium, le mercure et le plomb afin de vérifier le respect des normes de qualité des eaux souterraines définies par arrêté ministériel du 17 décembre 2008. Cette mesure de bonne pratique pour le suivi des masses d'eau sera reprise dans le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport et étendue au suivi amont/aval de la qualité des eaux superficielles.

▪ *Impact sur la pollution de l'air*

Les modalités de mise en dépôt des sables de fonderies dans l'emprise autorisée demeurent inchangées. La remobilisation des déchets indûment déposés en zone inondable étant susceptible de générer des émissions supplémentaires de poussières par temps sec, il est prévu de suspendre les opérations d'enlèvement et de transfert sur le site autorisé en période de sécheresse.

▪ *Impact sur le niveau sonore*

L'exploitation du site de stockage des sables de fonderie n'est pas à l'origine de bruits ou de vibrations notables. L'enlèvement des déchets indûment déposés en zone inondable sera effectué à l'aide d'engins conforme à l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009. De plus, la suspension des opérations d'enlèvement et de transfert sur le site autorisé en période de sécheresse est de nature à minimiser l'impact des travaux.

▪ *Impact paysager*

Afin de minimiser l'impact visuel sur le paysage, la société SMC a choisi de limiter la surface à défricher pour la mise en dépôt des sables de fonderie, surface qui avait été replantée à partir de 1998 par un paysagiste au frais de l'exploitant sur l'emprise autorisée par arrêté du 19 janvier 1984. A noter qu'aucune autorisation de défrichement n'est requise pour ces jeunes bois de moins de 20 ans.

Ainsi, la surélévation du dépôt sera limitée à 2,5 mètres et reste en cohérence avec le motif paysager de fond de vallée dans lequel le site s'intègre, compte tenu du modelé et de la végétalisation prévue, à savoir :

- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-est (côté canal),
- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-ouest (front du remblai),
- végétalisation des pentes par des essences locales (aulnes, saules, frênes) au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des plateformes de stockage correspondant aux phases PF1 et PF2,
- végétalisation du haut des plateformes en prairie agricole au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des phases PF1 et PF2.

▪ *Incidence sur les risques*

Compte tenu du modelé prévu ci-dessus et des dispositions prévues le long de la ligne électrique haute tension (20kV) pour respecter les servitudes liées à cette ligne, le projet n'a pas de nouvelles incidences sur les risques.

### **III. CONCLUSIONS**

Les modifications apportées aux conditions d'exploitation du stockage de déchets industriels inertes, notamment l'augmentation de la hauteur de remblaiement sur une partie du site de stockage autorisé n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Cette modification n'est donc pas substantielle au sens de l'article R.512-33 dudit code. Il convient cependant de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 de ce même code, afin de fixer notamment les dimensions et la hauteur maximales du remblaiement autorisé et les modalités de remise en état.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint a été rédigé en ce sens. Il intègre la rectification d'une erreur matérielle de n° de parcelle survenue lors du dépôt de la demande d'autorisation initiale de 1983 (lire parcelle 26 et non 25). Il doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.).

Le Chef de l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté  
Inspecteur des Installations Classées